Brancion, ghetto social ?

Logement. Les riverains craignent l'overdose de HLM.

PAR PASCAL MATEO

C'est la goutte d'eau qui fait déborder le vase. Un vase rempli d'amertume, si l'on en croit le discours tenu par les associations de riverains. *« La situation est ubuesque : nous en sommes réduits à nous battre pour que notre quartier compte 20 % de logements non sociaux ! »* s'indigne Jean-Philippe Cruveihler, président de l'association Vivre à Brancion-Brassens. Sur le banc des accusés : un projet de la ville de Paris qui envisage de bâtir 154 logements sociaux – et 52 logements en accession – en lieu et place de l'ancien Laboratoire central des Ponts et Chaussées (LCPC), boulevard Lefebvre. *« Dans cette zone Iris* [NDR : zone de découpage géographique utilisée par l'Insee, qui correspond à un quartier], *il y a déjà plus de 90 % de logements sociaux*, relève Jean-Philippe Cruveihler. *Et 56 % sur l'ensemble des quatre zones Iris environnantes ! »*

En février, l'association a donc envoyé un courrier de protestation à l'ensemble des élus concernés, droite et gauche confondues. *« Il s'agit d'une démarche citoyenne et apolitique, qui vise à alerter sur le risque que se constitue ici un ghetto social*, justifie Jean-Philippe Cruveihler. *Nous connaissons déjà des problèmes d'incivilités et d'insécurité, qui sont l'œuvre d'une trentaine de personnes qui gâchent la vie de tout le monde. »*

Porte-parole. Jean-Philippe Cruveihler, président de l'association Vivre à Brancion-Brassens.

L'association a reçu le soutien de la mairie du 15e... *« C'est un très mauvais coup porté à ce quartier, dans lequel les gens vivent déjà dans un univers ultrabétonné »*, relève Philippe Goujon, qui donnera un avis défavorable au projet. *« Pour le maire du 15e, tous les prétextes sont bons pour freiner le logement social dans l'arrondissement : les projets sont toujours trop hauts ou inadaptés à l'environnement architectural »*, martèle Gilles Alayrac, conseiller de Paris (PRG) élu du 15e. Un commentaire qui suscite l'ire de Claire de Clermont-Tonnerre, première adjointe de Philippe Goujon : *« Depuis le début du mandat, nous avons voté tous les projets de logements sociaux, à l'exception de deux. »*

Aujourd'hui, le 15e compte 16 % de logements sociaux. *« 70 % des Parisiens y sont éligibles*, rappelle Anne Hidalgo. *Paris ne peut pas être abandonné à la promotion immobilière privée, les classes moyennes aussi ont besoin de se loger ! »* Jean-Philippe Cruveihler et les membres de son association en conviennent volontiers, mais ils appellent de leurs vœux une véritable diversité sociale dans leur quartier. *« La mixité n'a de sens que si les gens sont vraiment mélangés*, assure Jean-Philippe Cruveihler. *Et, s'il s'agit d'accueillir ici non pas du logement très social, mais des enseignants et des chercheurs, nous sommes d'accord. »* ■

Un centre d'hébergement d'urgence mal accueilli

En juillet 2011, le Samu social a emménagé dans un local de la rue Oscar-Roty pour implanter un centre d'hébergement d'urgence pour personnes en situation de grande exclusion. Une installation provisoire, en attendant que soient achevés les travaux dans un bâtiment du 11e arrondissement... Mais la cohabitation entre riverains et sans-abri est vite devenue électrique, suscitant la réaction du maire du 15e : *« Nous avons un devoir de solidarité, mais ce centre a ouvert sans aucune concertation ! »* tonne Philippe Goujon. Le problème ? La fermeture du centre la journée, qui laisse les sans-abri livrés à eux-mêmes dans le quartier... *« Nous avons demandé une ouverture vingt-quatre heures sur vingt-quatre, mais l'Etat a commencé par refuser le financement »*, persifle Claude Dargent, président (PS) du groupe des élus de gauche dans le 15e. L'affaire, néanmoins, est en passe d'être réglée : *« Nous avons obtenu des assurances de nos tutelles pour ouvrir rapidement en "H24" »*, assure Dominique Brivet, responsable de ce centre. Et, en 2013, le local sera transformé... en logements sociaux ■ P. M.

DR / XAVIER POPPY/RÉA / BAPTISTE FENOUIL/RÉA